



Observatoire des politiques publiques : Les Français et les services publics

Sondage Ifop pour Acteurs Publics

Contacts Ifop :

Frédéric Dabi / Esteban Pratviel

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com

Janvier 2017

acteurspublics

1 | La méthodologie



Etude réalisée par l'Ifop pour Acteurs Publics

Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 000** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil



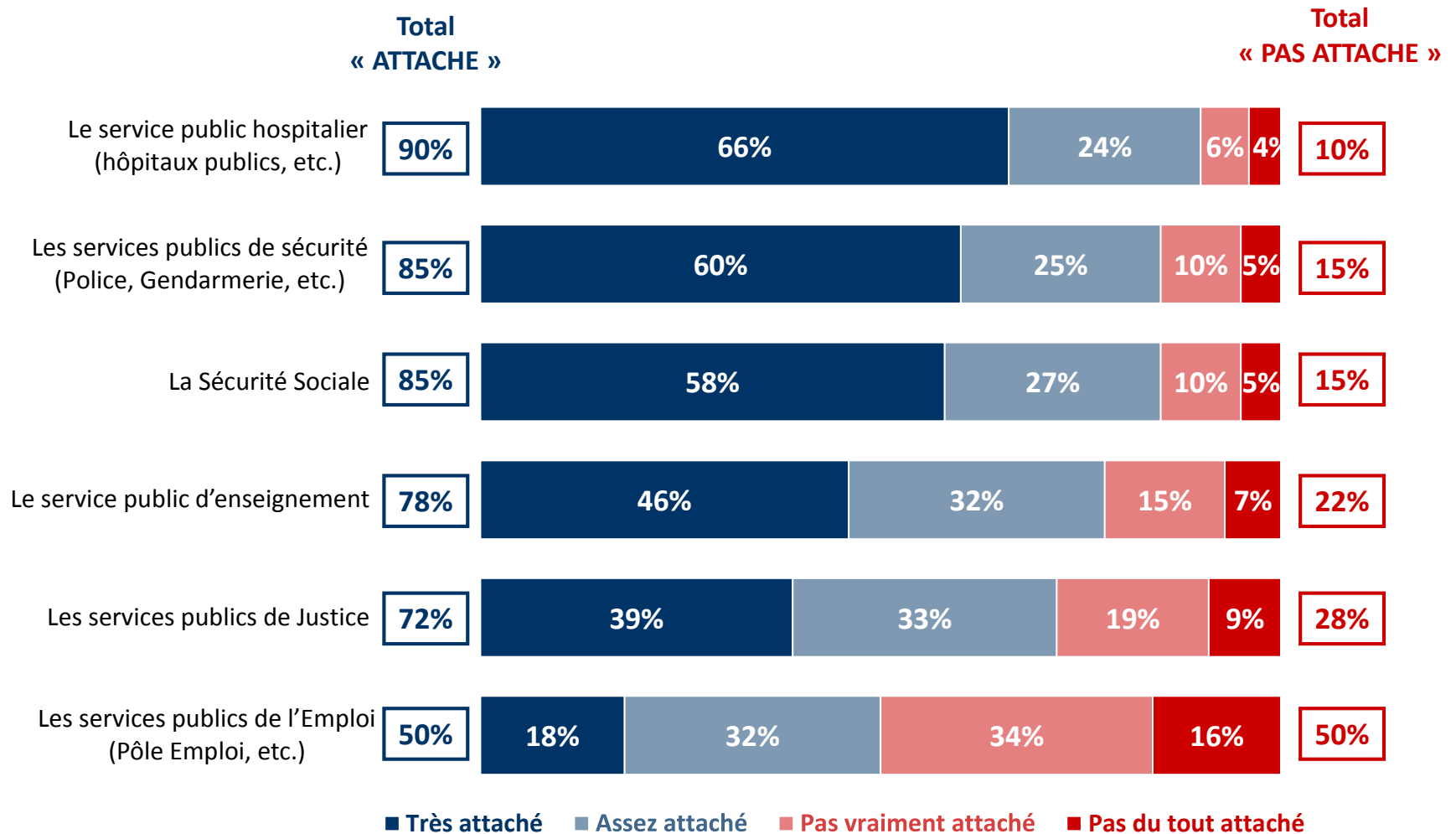
Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 26 au 27 janvier 2017.

2 | Les résultats de l'étude



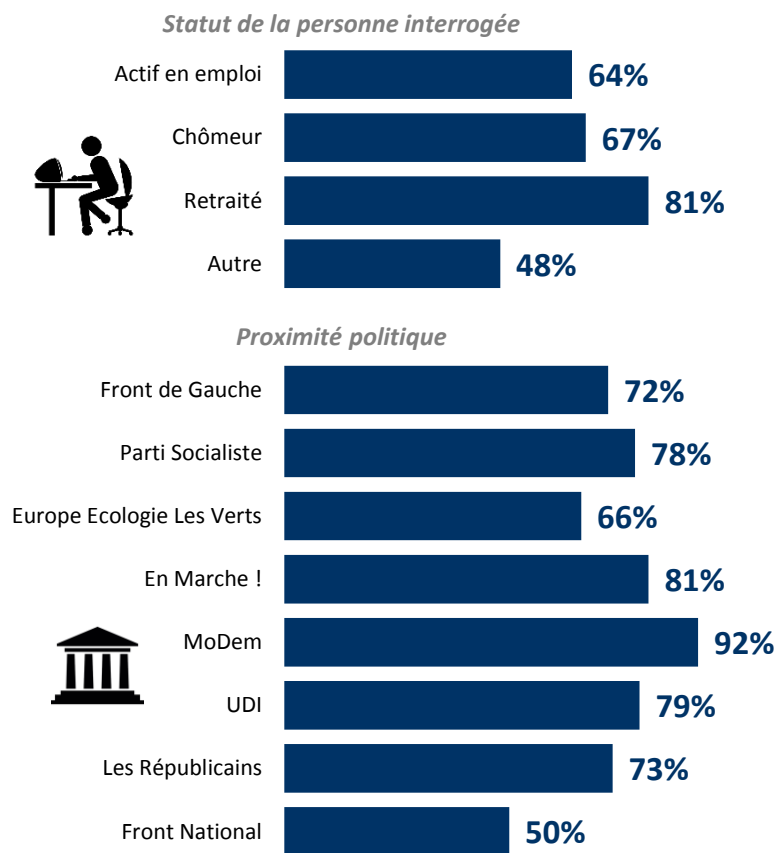
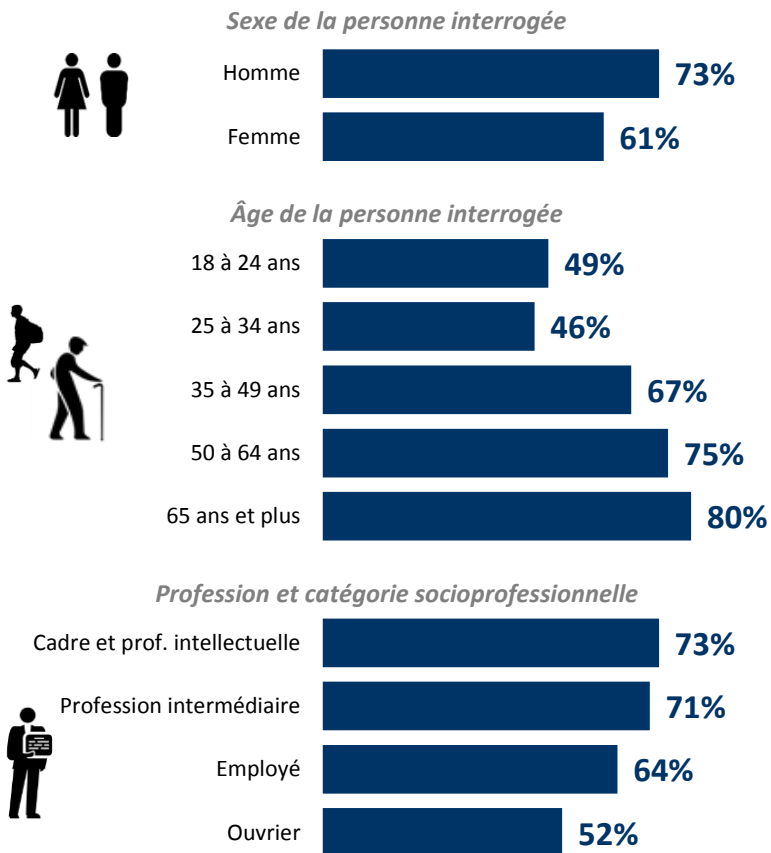
L'attachement des Français à différents services publics

QUESTION : Diriez-vous que vous êtes très attaché, assez attaché, pas vraiment attaché ou pas du tout attaché aux services publics suivants ?



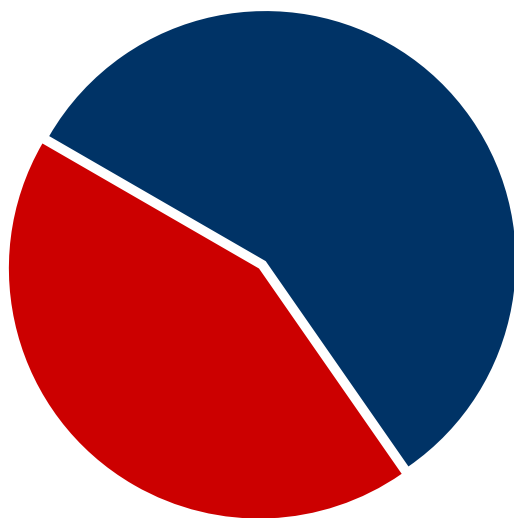
QUESTION : Diriez-vous que vous êtes très attaché, assez attaché, pas vraiment attaché ou pas du tout attaché au service public hospitalier (hôpitaux publics, etc.) ?

% Réponses « Très attaché » - Moyenne : 66%



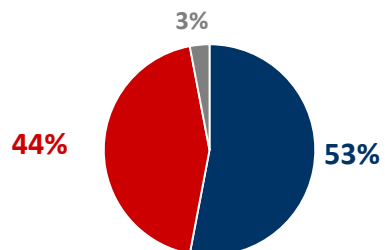
QUESTION : De laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

Il est nécessaire de garder des services publics à proximité des usagers sur l'ensemble du territoire, quitte à augmenter les impôts
57%

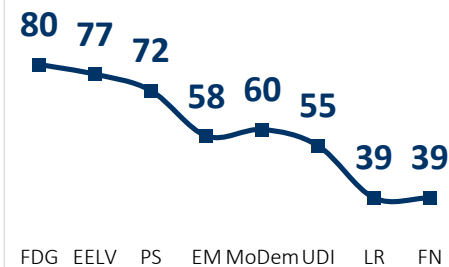


Il est nécessaire de faire des économies budgétaires compte tenu de l'ampleur des déficits publics et de la dette, quitte à fermer certains services publics
43%

Rappel Juillet 2008

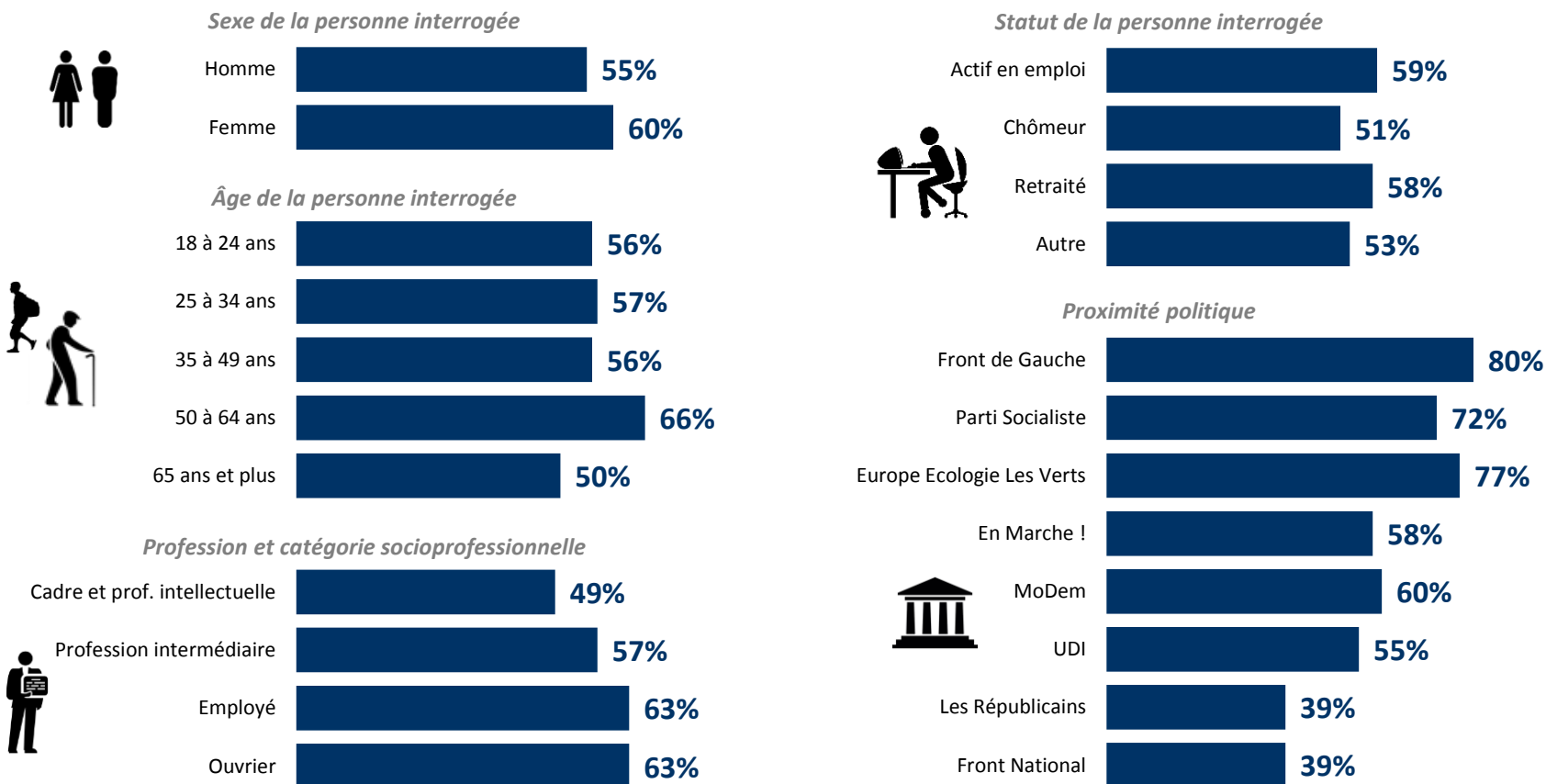


Proximité politique

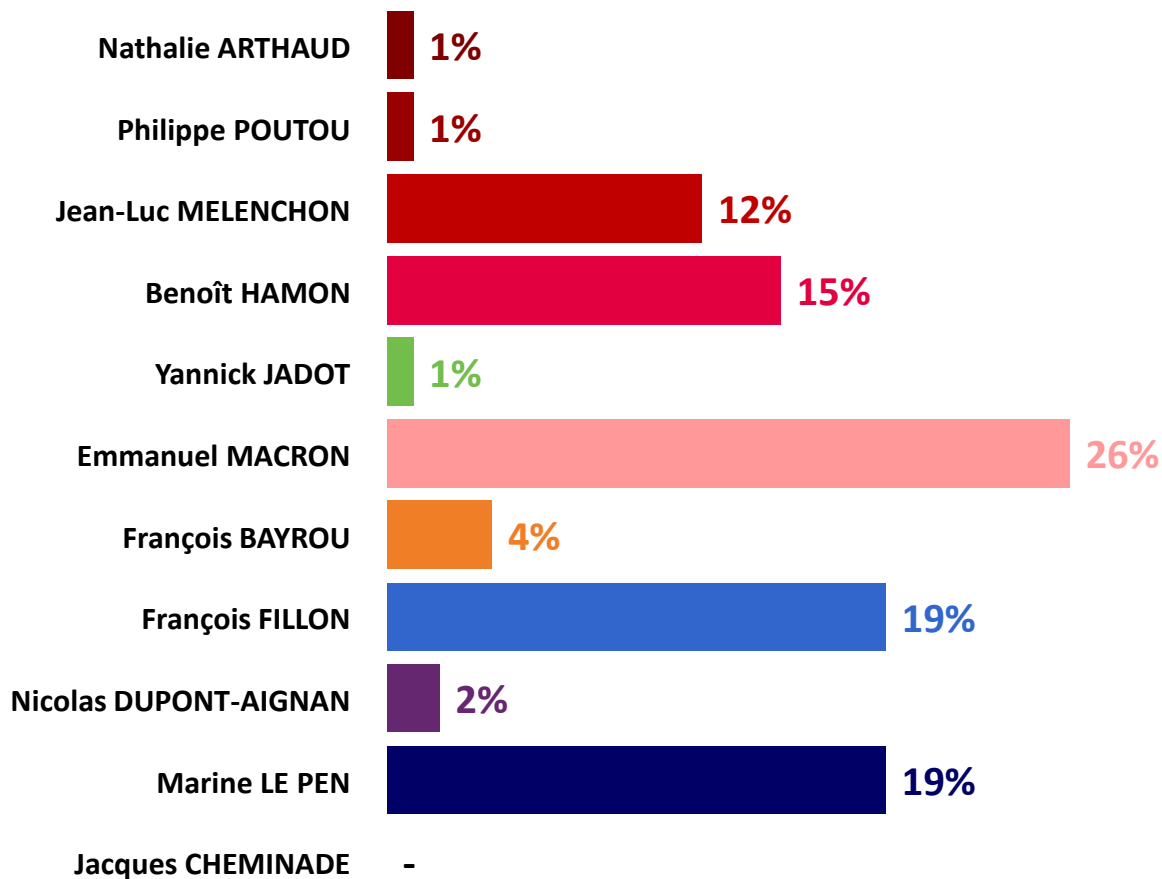


QUESTION : De laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

% Réponses « Il est nécessaire de garder des services publics à proximité des usagers sur l'ensemble du territoire, quitte à augmenter les impôts » - Moyenne : 57%



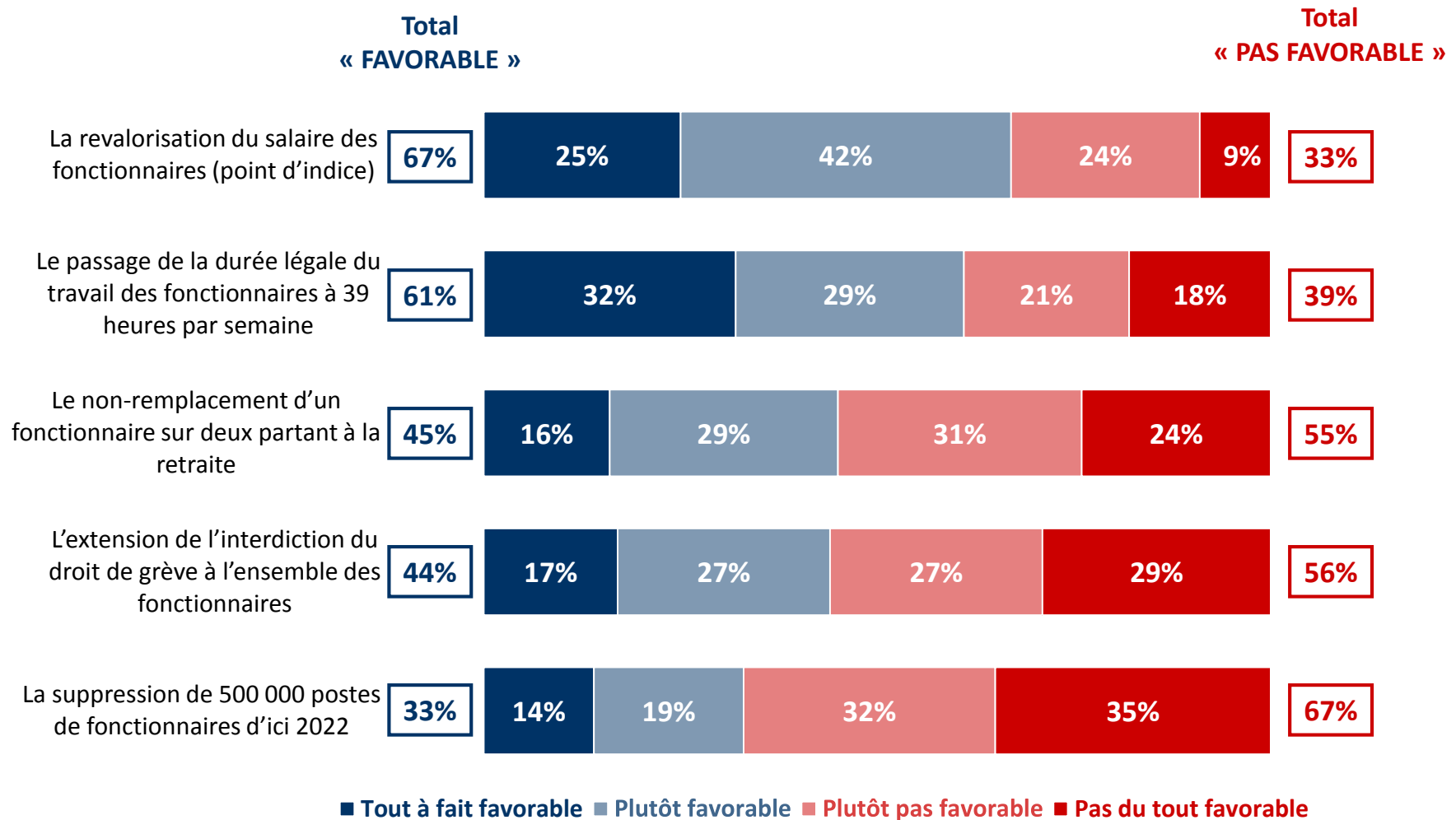
QUESTION : Selon vous, quel est le candidat à l'élection présidentielle de 2017 le plus capable de moderniser la fonction publique ?



Selon la proximité politique

	Front de Gauche	Parti Socialiste	Les Républicains	Front National
	-	-	-	-
	2%	1%	-	2%
	77%	6%	2%	3%
	13%	40%	5%	4%
	-	-	-	2%
	4%	39%	14%	3%
	2%	5%	2%	-
	2%	3%	67%	6%
	-	1%	2%	3%
	-	4%	8%	77%
	-	1%	-	-

QUESTION : Pour chacune des propositions suivantes, diriez-vous que vous y êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable ?



QUESTION : Diriez-vous que vous y êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable à la revalorisation du salaire des fonctionnaires (point d'indice) ?

% Réponses TOTAL « Favorable » - Moyenne : 67%

Sexe de la personne interrogée



Âge de la personne interrogée



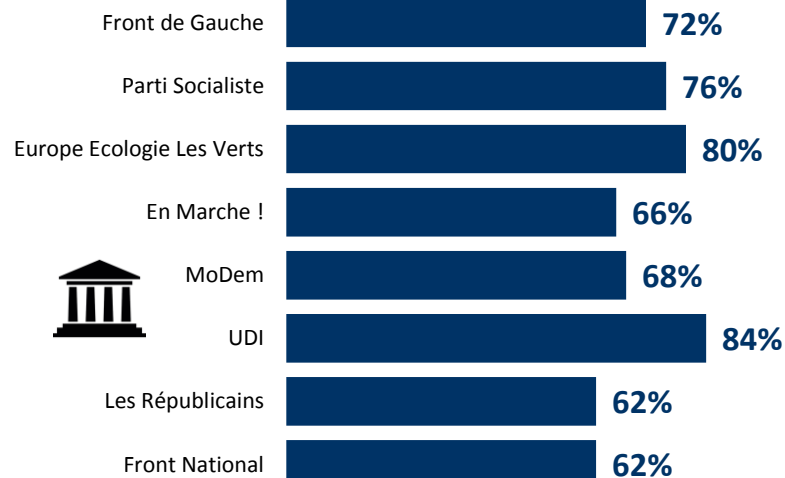
Profession et catégorie socioprofessionnelle



Statut de la personne interrogée

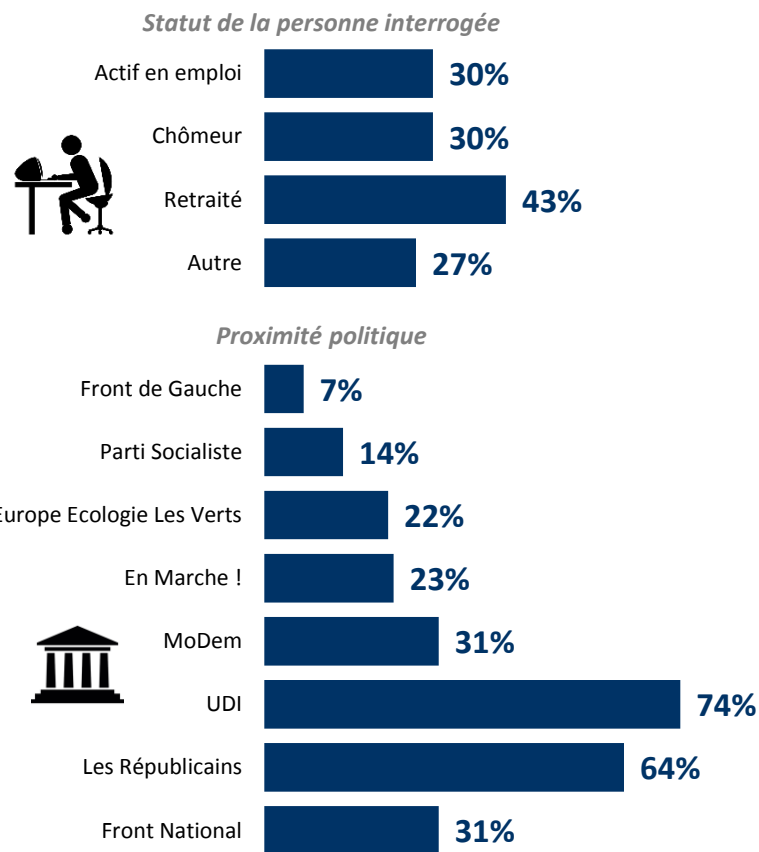
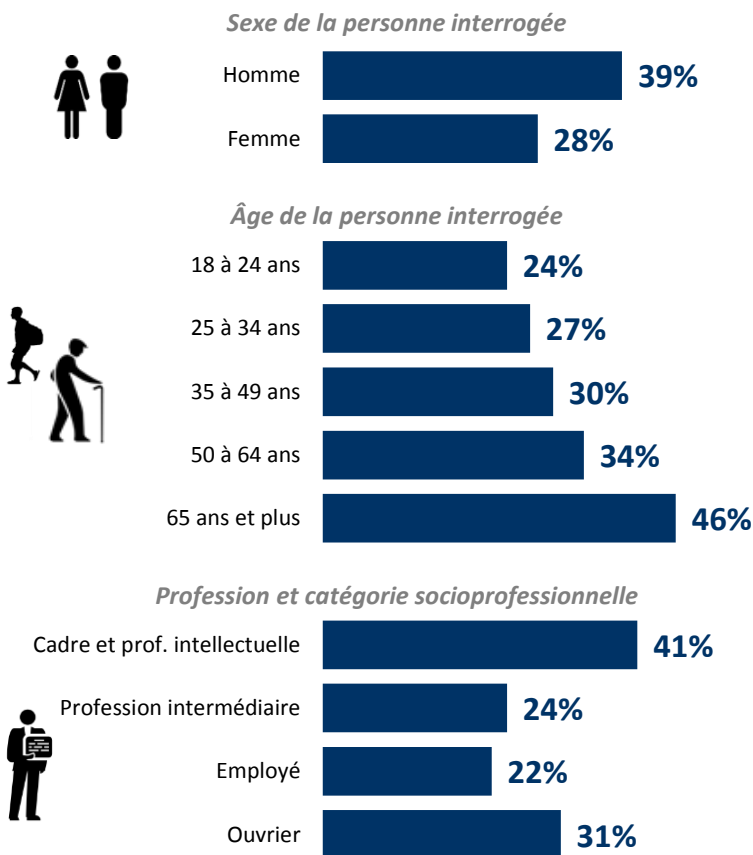


Proximité politique



QUESTION : Diriez-vous que vous y êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable à la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022 ?

% Réponses TOTAL « Favorable » - Moyenne : 33%



3 | Les principaux enseignements



De la crise des subprimes en 2007 aux Etats-Unis a découlé un certain nombre de crises, et notamment une crise économique et financière mondiale durable et une crise de la dette de la zone Euro en 2010. Les économies de l'Union Européenne se sont alors vues dans l'obligation de réduire leur dette et leurs déficits publics. La France n'a pas dérogé à la règle, contrainte de se conformer véritablement à la règle selon laquelle les déficits des administrations publiques ne doit pas dépasser 3% du produit intérieur brut (PIB), instituée pourtant par le traité de Maastricht de 1992.

Depuis, une certaine vigilance vis-à-vis des risques inhérents à des déficits publics trop élevés a imprégné le référentiel des acteurs politiques et de l'opinion. A l'approche de l'élection présidentielle qui aura lieu en avril et mai 2017, la question de la dépense publique sera sans doute au cœur des programmes des candidats à la magistrature suprême. C'est dans cette perspective que l'Ifop et Acteurs Publics, dans le cadre de l'Observatoire des politiques publiques, ont voulu se focaliser sur les services publics. Les résultats de l'étude montrent notamment l'attachement fort des Français aux services publics de proximité et le souhait majoritairement partagé de les conserver quitte à les financer encore davantage.

Les personnes interrogées déclarent à une large majorité être attachées à la quasi-totalité des services publics. Le service public hospitalier (hôpitaux publics, etc.) arrive alors en tête de la hiérarchie, 90% d'entre elles évoquant leur lien fort avec cette institution, de peu devant les services publics de sécurité (Police, Gendarmerie, etc.) (85%) et la Sécurité Sociale (85%) héritée de l'après-Seconde Guerre Mondiale. Le service public de l'enseignement (78%) et les services publics de Justice (72%) se situent ensuite à un haut niveau. Les Français sont en revanche très partagés s'agissant des services publics de l'Emploi (50%), lesquels pâtissent sans doute du haut niveau du chômage depuis de nombreuses années et du peu d'efficacité perçue qui leur est prêtée. Ce point fait d'ailleurs l'objet d'un clivage marqué en fonction de la proximité politique des personnes interrogées : les sympathisants de droite (38%), plus libéraux sur le plan économique, font preuve de moins d'attachement que ceux de gauche (62%).

Dans cette perspective, l'arbitrage entre économies budgétaires et maintien des services publics de proximité confirme en creux cet attachement des interviewés. **Une majorité d'entre eux (57%) estime ainsi qu'il est nécessaire de garder des services publics à proximité des usagers sur l'ensemble du territoire quitte à augmenter les impôts**, tandis que 43% considèrent qu'il est nécessaire de faire des économies budgétaires compte tenu de l'ampleur des déficits publics et de la dette quitte à fermer certains services. **En juin 2008, aux prémices de la crise économique et financière, le rapport de forces entre les deux positions faisant l'objet de jugements plus partagés (53%-47%)**. Le clivage politique observé précédemment opère à nouveau de manière très significative, entre des sympathisants de gauche très majoritairement favorables au maintien des services publics de proximité (72%) et des sympathisants de droite inquiets à l'évocation de l'opportunité d'augmenter les impôts (40%).

A près de trois mois du premier tour de l'élection présidentielle, c'est **Emmanuel Macron** qui **apparaît comme le candidat le plus capable de moderniser la fonction publique**. Avec 26% de citations, l'ancien Ministre de l'Economie bénéficie sans doute de son image de « candidat nouveau », contrairement à ses concurrents plus installés dans le champ politique. Sans doute fragilisé par sa proposition de suppression des 500 000 postes dans la Fonction Publique à l'horizon 2022, François Fillon recueille un score strictement identique à celui de Marine Le Pen (19%). A gauche, bénéficiant sans doute d'un « effet primaire », Benoît Hamon devance Jean-Luc Mélenchon (15% contre 12%)

Les Français se montrent enfin majoritairement défavorables aux propositions visant à réduire les effectifs de la fonction publique. Seules 45% des personnes interrogées se déclarent notamment favorables au retour de la politique de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite instaurée par Nicolas Sarkozy en 2007, tandis que seules 33% appuient la proposition de François Fillon de supprimer 500 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022 (64% parmi les sympathisants des Républicains toutefois). **En revanche, les personnes interrogées montrent par leurs prises de position leur souhait de voir les fonctionnaires faire plus et participer à l'effort collectif pour redresser le pays, avec compensation**. La proposition de revaloriser le point d'indice des fonctionnaires, notamment formulée par Jean-Luc Mélenchon, séduit 67% des personnes interrogées et ne fait d'ailleurs pas l'objet de clivages politiques nets. La proposition d'Emmanuel Macron visant à faire passer la durée légale de leur travail de 35 heures à 39 heures par semaine est approuvée par 61% d'entre elles.

Esteban Pratviel

Chef de groupe au Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'ifop



iOS - iPhone & iPad

Android



www.ifop.com



[@ifopopinion](https://twitter.com/ifopopinion)



[Ifop Opinion](https://www.facebook.com/ifopopinion)

A propos du Groupe Ifop :

Précurseur sur le marché des sondages d'opinion et des études marketing depuis 75 ans, l'Ifop est aujourd'hui l'un des leaders de son secteur. Structuré autour de 6 expertises (Opinion & Stratégies d'Entreprise, Consumer & Beauty, Services, Médias & Numérique, Santé et Luxe), l'Ifop crée de la valeur pour ses clients en sécurisant la qualité de l'information recueillie et en lui donnant du sens et de la perspective. Il les accompagne dans la définition et le pilotage de leur stratégie d'entreprise en leur fournissant une vision opérationnelle et prospective qui leur permet d'anticiper les mutations sociétales et les tendances des marchés. C'est aussi dans cet esprit pionnier que l'Ifop développe de nouvelles expertises transversales (Planning Stratégique, Grandes Enquêtes). Entreprise proche de ses clients, l'Ifop intervient dans une cinquantaine de pays à travers le monde, à partir de ses cinq implantations : Paris, Buenos Aires, Shanghai et Hong-Kong. Il réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires de 40 millions d'euros et emploie plus de 200 collaborateurs.

Présent lors de toutes les campagnes présidentielles et municipales de la Cinquième République, l'Ifop est reconnu comme un acteur majeur dans le domaine électoral et de l'analyse de l'opinion.

A propos du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop :

Le Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop compte une vingtaine de professionnels de l'opinion publique indépendants. La mission de notre Département est d'accompagner dans leurs décisions stratégiques et leurs choix de communication l'ensemble des acteurs publics, privés ou associatifs, qu'ils relèvent de la sphère politique, économique, sociale, médiatique ou du développement durable. Il s'agit, au travers des dispositifs d'enquête quantitatifs et qualitatifs réalisés par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises d'éclairer nos clients sur les opinions, les attitudes et les comportements des groupes et des individus, dans toute leur diversité et complexité d'électeurs, de consommateurs, de salariés, d'usagers, d'épargnants, d'internautes...